

PREFET DE LA MARNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement

REIMS, le 25 juin 2014

Unité territoriale de la Marne

Nos Réf. : SMR LJ/LJ n° D R i 2014 335 APA-NP-APC-GF

Vos réf. : Transmission du 16 octobre 2013 de Monsieur le Préfet de la Marne

Affaire suivie par : Lorette JONVAL

lorette.jonval@developpement-durable.gouv.fr

Tél : 03.26.77.33.50 – **Fax** : 03.26.97.81.30

Objet : installations classées pour la protection de l'environnement

Société Transports DURAND SAS - SAINT-BRICE-COURCELLES

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES
au CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RISQUES SANITAIRES
ET TECHNOLOGIQUES

Par transmission visée en référence, Monsieur le Préfet du département de la Marne nous adresse aux fins de rapport devant le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, le registre d'enquête publique concernant la demande présentée par la société Transports DURAND, en vue d'obtenir la régularisation des activités exercées sur le site de Saint Brice-Courcelles.

I – PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

Identification de l'établissement

Nom	:	Transports DURAND SAS
Lieu	:	Saint Brice-Courcelles
Activité	:	Transports routiers de fret interurbains
Classement	:	Non Prioritaire
Code A.P.E.	:	4941 A
Numéro SIRET	:	335 780 813 000 10
Responsable de l'établissement	:	
Téléphone	:	03.26.09.35.65
Télécopie	:	03.26.09.31.07

Adresse postale	:	
Adresse	:	48 rue Pasteur
Code postal	:	51370
Commune	:	Saint Brice-Courcelles

Personne à contacter

Nom	:	
Téléphone	:	

Renseignements généraux

Effectif	:	150 personnes
Chiffre d'affaires	:	17,1 millions d'euros en 2011
Nature des activités	:	Transport de matières dangereuses et lavage des citernes.

I – SITUATION ADMINISTRATIVE

2.1 - Description sommaire

Ce dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé par la société Transports DURAND s'inscrit dans le cadre d'une régularisation administrative des activités exercées sur le site de St Brice-Courcelles.

La société Transports DURAND est spécialisée dans le transport de matières dangereuses et le lavage des citernes. Elle exploite actuellement une station de lavage de citernes routières dont la quantité d'eau mise en œuvre pour assurer cette activité est supérieure à 20 m³/j. La société appartient au groupe Eb-Trans.

Dans le cadre de cette demande de régularisation, la société prévoit :

- la reconstruction de la station de lavage de citernes existante,
- la construction d'un bâtiment englobant deux pistes pour le lavage interne des citernes ; l'une réservée au lavage des citernes contenant des produits alimentaires et l'autre dédiée aux citernes transportant des matières dangereuses,
- la création d'une piste extérieure au bâtiment pour le lavage externe des véhicules,
- l'exploitation d'une installation de traitement des eaux industrielles. Le volume d'eau consommé pour les besoins industriels est estimé à 48 500 m³/an couvert par un forage privatif.

Dans l'attente d'une décision sur la régularisation administrative des activités exercées, l'exploitation de la station de lavage existante sur le site est encadrée par l'arrêté préfectoral de mesures conservatoires du 23 novembre 2010 visant à réglementer les rejets aqueux afin de protéger la ressource en eau et les milieux aquatiques susceptibles d'être impactés par cette activité.

2.2 - Classement des installations et situation administrative

L'établissement comprend des installations relevant de la nomenclature des installations classées, reprises dans le tableau ci-après :

Désignation des installations taille en fonction des critères de la nomenclature ICPE	Rubrique	Régime	Quantité /unité	coef. TGA P	RA km
Installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de matières dangereuses au sens de la rubrique 1000 de la nomenclature des installations classées ou de déchets dangereux. La quantité d'eau mise en œuvre étant : 1. Supérieure ou égale à 20 m ³ /j	2795.1 (a)	A	Quantité d'eau et d'additifs mise en œuvre : 180 m ³ /j	/	1
Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de). 2. stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m ³ mais inférieure ou égale à 100 m ³	1432.2.b (a)	D	<u>Gasoil</u> : 1 cuve aérienne de 60 000 l 1 cuve aérienne de 20 000 l Bidon, réservoir et fût pour 2x30 l, 1x60 l et 1x5 00 l <u>Fioul</u> : 1 cuve aérienne de 60 000 l 3 cuves de 1 000 l 2 fûts de 210 l <u>Produits divers de maintenance et d'entretien</u> : Bidons ou fûts pour une quantité maximale de 5 000 l Capacité équivalente totale ≈ 34 m ³	/	/

<p>Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations service visées à la rubrique 1435)</p> <p>1. installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) étant :</p> <p>b) supérieur ou égal à 1 m³/h, mais inférieur à 20 m³/h</p>	1434.1.b (a)	D	<p>1 installation de remplissage de camions citernes</p> <p>Chargement de fioul domestique</p> <p>Débit de la pompe = 60 m³/h</p> <p>Débit équivalent = 12 m³/h</p>	/	/
<p>Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs.</p> <p>Le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence (coefficient 1)) distribué étant supérieur à 100 m³ mais inférieur ou égal à 3 500 m³</p>	1435.3 (a)	D	<p>Gasoil = 35 00 m³/an</p> <p>Volume annuel distribué = 700 m³</p>	/	/
<p>Dangereux pour l'environnement -B-, toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi de substances ou préparations) telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 t</p>	1173	NC	Quantité totale = 1 t	/	/
<p>Oxygène (emploi et stockage de l')</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 2 t</p>	1220	NC	2 bouteilles de 14 kg, soit 28 kg	/	/
<p>Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature :</p> <p>Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 6t.</p>	1412	NC	2 bouteilles de 13 kg, soit 26 kg	/	/
<p>Acétylène (stockage ou emploi de l')</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 kg.</p>	1418	NC	2 bouteilles de 14 kg, soit 28 kg	/	/

Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public. Le volume des entrepôts étant inférieure à 5 000 m ³ .	1510	NC	Entrepôt couvert : Volume = 27 500 m ³ Quantité de matières combustibles = 480 t	/	/
Soude ou potasse caustique (fabrication industrielle, emploi ou stockage de lessives de) B. Emploi ou stockage de lessives de soude ou potasse caustique. Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 t.	1630.B	NC	Lessive de soude, soude caustique = 2 t	/	/
Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces (métaux, matières plastiques, etc.) par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques (1). Le volume des cuves de traitement étant inférieur à 200 l.	2564-2	NC	Atelier de maintenance : 1 fontaine de 30 litres	/	/
Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est inférieure à 2 MW.	2910.A	NC	Station de lavage : 2 chaudières de 1,196 MW et 0,698 MW combustible : gaz naturel Atelier : 1 aérotherme de 0,2 MW combustible : gaz naturel 1 aérotherme de 0,14 MW combustible : fioul domestique	/	/
Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie. 1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur : La surface de l'atelier étant inférieure à 2 000 m ² ,	2930.1	NC	Atelier de réparation et d'entretien Surface = 745 m ²	/	/

A : Autorisation

D : Déclaration

NC : Non Classable

Coef. TGAP : coefficient multiplicateur de la taxe générale sur les activités polluantes RA : rayon d'affichage

Au vu des informations disponibles, les installations déjà exploitées ou dont l'exploitation est projetée sont repérées de la façon suivante :

(a) installations exploitées sans l'autorisation (et/ou la déclaration) requise

La portée de la demande concerne les installations repérées (a)

III – SYNTHESE DES ETUDES D'IMPACT ET DE DANGERS

La société a déposé, à l'appui de sa demande, un dossier qui analyse les impacts et les risques présentés par son projet.

3.1 – Etude d'impact

Impact visuel :

Les Transports DURAND sont implantés sur un terrain à vocation industrielle situé au Sud du territoire communal de SAINT-BRICE-COURCELLES. Les terrains sont situés entre la traversée urbaine de REIMS (anciennement autoroute A4) et la rue Pasteur contournant la commune.

Le site est entouré par la rivière "La Vesle" sur toute la partie Sud du site, et par des espaces naturels (zone en herbe, pâture, zone agricole, zone boisée) sur les parties Ouest et Est.

La zone résidentielle la plus proche est située à environ 35 m des limites de propriété de l'établissement de l'autre côté de la rue Pasteur au Nord du site. Une habitation située au Nord-Est du site est contiguë à l'établissement.

Eau (eaux consommées et rejetées) :

Les besoins domestiques en eau sont assurés par le réseau d'adduction public. Les besoins industriels en eau sont couverts par un forage privatif. Le site consomme annuellement près de 48 500 m³ d'eau à partir de cet équipement.

L'eau, à des fins industrielles, est utilisée pour les usages suivants :

- les lavages des camions-citernes ;
- les opérations de contrôles techniques des citernes ;
- la protection incendie.

Les rejets aqueux sont de trois types (eaux industrielles, pluviales et sanitaires).

Les eaux industrielles sont composées des eaux de lavage (interne et externe) des citernes transportant des matières dangereuses et alimentaires ainsi que des eaux de lavage de l'atelier.

Les rejets aqueux issus des installations de lavage de citernes transportant des matières alimentaires et dangereuses sont traités respectivement par une station biologique et un déboureur/séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans le réseau d'assainissement collectif aboutissant à la station d'épuration collective gérée par Reims Métropole. L'exploitant dispose d'une convention de raccordement avec le gestionnaire du réseau.

Les eaux pluviales issues des voiries et des aires de stationnement de véhicules lourds transitent également par des séparateurs d'hydrocarbures avant d'être rejetées dans le réseau communal et la Vesle. La topographie des terrains a nécessité la mise en place de deux bassins de régulation : un bassin de 1600 m³ côté « Vesle » et un bassin de 200 m³ côté « rue Pasteur ». Ces ouvrages sont de type aérien. Ils ont une vocation de régulation hydraulique. Les bassins de régulation ont été rendus étanches et sont équipés de vannes de coupure, ils font également office de bassin de rétention en cas d'incendie (volume calculé en conséquence).

Les eaux sanitaires sont envoyées dans le réseau d'assainissement collectif puis traitées par la station d'épuration collective gérée par Reims Métropole

Air et odeurs :

Les sources potentielles à l'origine d'odeur sont issues :

- des installations de remplissage de fioul et de distribution de carburant ;
- de la station de traitement des effluents.

Des effluves de fioul et de gasoil peuvent émaner lors des opérations de remplissage et de distribution. Ces odeurs peuvent être perçues par certains employés autour des installations, mais se limitent aux environs des sources d'émission. Ces dernières se dispersent rapidement dans l'atmosphère. A noter que ces installations ne fonctionnent pas constamment.

La station de lavage peut être une source d'odeurs liées aux ouvertures de dômes des citernes. Ces odeurs sont émises préalablement à l'opération de lavage. La durée est donc limitée et les odeurs se cantonnent aux environs de la source d'émission et restent localisées à l'intérieur du bâtiment.

Le traitement biologique aérobie ne génère pas de mauvaise odeur. Les boues produites sont stabilisées de par leur minéralisation significative. Elles sont stockées en cuve (silo), réduisant le risque d'odeur.

Bruit et vibrations :

Les sources sonores intérieures proviennent essentiellement :

- des opérations de lavage,
- des opérations de maintenance,
- du fonctionnement des chaudières.

Les sources sonores extérieures ont pour origine

- les opérations de distribution et de remplissage du carburant,
- le trafic des poids lourds.

Aucune activité n'est à l'origine de vibrations.

Les mesures organisationnelles et techniques prises afin de limiter le bruit sont les suivantes :

- la station de lavage fonctionne porte fermée lors de l'utilisation des têtes de lavage ;
- les camions ont le moteur arrêté lors des phases de lavage et des périodes d'attente ;

La campagne de mesures de bruit réalisée démontre que l'établissement respecte les seuils d'émergence et valeurs limites en bruit imposés par la réglementation.

Déchets :

Le fonctionnement de la station de traitement des eaux industrielles génère des boues d'épuration, principaux déchets issus de l'activité de lavage. Ces boues liquides extraites de l'installation de traitement sont envoyées dans une cuve de 30 m³ pour être épaissies. La cuve est ensuite vidangée pour envoi en compostage ou autre filière de valorisation toutes les deux semaines.

Les résidus des fonds de cuves, vidangés avant lavage, seront également considérés comme des déchets. Les déchets, boues issues des débourbeurs et séparateurs à hydrocarbures, sont valorisés ou traités par les centres de collecte et de traitement régionaux.

Trafic :

La circulation des poids-lourds est liée à l'activité du site et représente un trafic de 80 à 110 camions par jour. Le trafic concerne :

- les citernes à laver,
- la livraison et l'expédition des produits stockés et du carburant,
- l'enlèvement des déchets.

L'essentiel du trafic s'effectue sur la plage horaire 6h00 à 20h00 du lundi au vendredi et le samedi matin de 6h00 à 12h00.

Faune et flore :

L'inventaire des milieux naturels remarquables ne fait pas état de zones protégées à proximité du site. Le site est cependant entouré par la rivière "La Vesle" sur toute sa partie Sud. Cette proximité a été prise en compte en particulier pour ce qui concerne les rejets aqueux du site (voir paragraphe sur la gestion des eaux pluviales).

Effets sur la santé :

Les mesures de prévention sont prises pour limiter les nuisances sonores, les rejets aqueux et atmosphériques. L'évaluation du risque sanitaire n'identifie pas de scénario pouvant avoir un impact significatif sur la santé des populations.

Remise en état :

Les propositions de remise en état du site lors de l'arrêt définitif de l'installation ont été soumises à l'avis du Maire de Saint-Brice-Courcelles et au propriétaire des terrains. Ces derniers ont donné un avis favorable pour un usage futur du terrain de type industriel.

3.2 – Etude de dangers

Intérêts à protéger :

Les Transports DURAND sont implantés sur un terrain à vocation industrielle situé au Sud du territoire communal de SAINT-BRICE-COURCELLES. Des habitations sont contiguës aux Transports DURAND. L'Etablissement Recevant du Public (ERP) le plus proche est à 90 m du site. Le site est hors captage AEP. Hormis la rivière « La Vesle », aucune zone naturelle ou espace protégé (ZNIEFF, arrêté de protection biotope...) n'est recensé à proximité immédiate des installations.

Conséquences des phénomènes dangereux retenus sur les tiers et l'environnement : :

Les potentiels de dangers des installations sont associés principalement :

- à la présence de produits combustibles ou inflammables (produits stockés, hydrocarbures...),
- aux produits contenus dans les citernes lavées (produits chimiques, produits pulvérulents...),
- au fonctionnement des installations de lavage et de traitement des eaux,
- aux dispositifs de distribution de carburant.

Les principaux phénomènes dangereux examinés sont :

- le déversement accidentel de produits de traitement des effluents,
- l'incendie du stockage de carburant.

L'examen des différents scénarios ne fait pas apparaître de phénomène dangereux jugé inacceptable au sens de la réglementation en vigueur.

Rétentions :

Les zones de circulation sont imperméabilisées. En cas de déversement, les effluents seront absorbés et/ou canalisés vers les bassins de régulation du site.

Les besoins en eau d'extinction ont été évalués à l'aide du document technique D9. La surface prise en compte correspond à l'activité d'entreposage. Les besoins en eau d'extinction sont estimés à 480 m³/h correspondant pour une intervention de 2 h à un volume de 960 m³. Les bassins présentent un volume de stockage cumulé de 1800 m³ permettant d'accueillir la somme des volumes :

- des eaux d'extinction,
- de la réserve incendie,
- des eaux pluviales collectées par les surfaces imperméabilisées à l'occasion d'un orage de fréquence décennale.

Inertage :

Les citernes sont ventilées et inertées à la vapeur d'eau dès leur arrivée sur site. Les citernes sont mises à la terre.

Moyens de prévention contre l'incendie :

Les moyens de prévention existants sont :

- les dispositions constructives (clôture et surveillance, isolement des bâtiments, conception des circuits);
- la formation et la sensibilisation du personnel ;
- les plans de prévention pour les entreprises extérieures ;
- les consignes d'exploitation, les consignes de sécurité, les procédures internes (permis de feu, travail en espace confiné...), la signalétique ;
- la réduction des risques électriques.

Moyens de protection contre l'incendie

Le site est doté de moyens de première intervention (extincteurs) judicieusement répartis au regard des risques. Un poteau incendie est implanté à proximité des Transports Durand dans un rayon de moins de 100 m. Son débit est de 60 m³/h. Le site dispose d'une réserve d'eau remplie à hauteur de 200 m³ implantée au centre de l'établissement. Cette réserve est équipée de piquages normalisés. Une plate-forme de pompage sera également installée à proximité de la Vesle pour compléter les besoins en eaux d'extinction. L'établissement est équipé d'un accès principal et d'un accès pompiers. La voirie permet aux services de secours d'intervenir sur toutes les zones à risque.

IV – INSTRUCTION DE LA DEMANDE

A – ENQUETE PUBLIQUE

Une enquête publique d'un mois s'est tenue en Mairie de Saint-Brice-Courcelles du 19 août 2013 au 20 septembre 2013. Aucune remarque n'a été consignée dans les registres d'enquête publique.

Rapport du commissaire enquêteur :

« Dans sa synthèse l'autorité environnementale, installation classée pour la protection de l'environnement stipule :

- Concernant l'étude d'impact, le dossier a abordé les différents aspects de manière proportionnée aux enjeux.

- Les justifications ont bien pris en compte les objectifs de protection de l'environnement, particulièrement les aspects suivants : la protection de la ressource en eau et la prise en compte des rejets aqueux.
- Concernant l'étude de dangers, le pétitionnaire a correctement pris en compte les phénomènes dangereux dont pourrait être à l'origine son activité.

J'en conclus que le sérieux de l'étude d'impact et de danger démontre que les futures activités de la société ne seront à l'origine d'aucun impact particulier sur les milieux naturels.

Ce projet constitue pour la société DURAND une occasion unique de régularisation de sa situation administrative, dans l'esprit du Grenelle de l'environnement.

*En conséquence après avoir mûrement analysé les dossiers et réfléchi sur toutes les données qui m'ont été fournies, n'ayant pas eu d'avis défavorable de la collectivité de SAINT-BRICE-COURCELLES ni de sa population, il me semble opportun d'émettre **un avis favorable** concernant l'autorisation d'exploiter une entreprise de transport de matières dangereuses et de lavage de citernes située sur le territoire de la commune de SAINT-BRICE-COURCELLES présentée par la société Transports DURAND SAS 48 rue Pasteur 51370 SAINT-BRICE-COURCELLES».*

B – COMMUNES ET COMMUNAUTE DE COMMUNES CONCERNEES

Commune de SAINT BRICE COURCELLES

Par délibération du 6 septembre 2013, le conseil municipal de Saint-Brice-Courcelles émet un avis favorable à la demande formulée par la société Transports DURAND SAS.

Commune de THILLOIS

Par délibération du 23 septembre 2013, le conseil municipal de Thillois émet un avis favorable à la demande formulée par la société Transports DURAND SAS.

Commune de TINQUEUX

Par délibération du 23 septembre 2013, le conseil municipal de Tinquieux émet un avis favorable à la demande formulée par la société Transports DURAND SAS.

Communauté d'agglomération « Reims Métropole »

Par lettre du 19 septembre 2013, la Présidente de la communauté d'agglomération « Reims Métropole » formule les observations suivantes :

« D'une manière générale, il convient de noter que les réseaux d'assainissement ainsi que la station d'épuration ne sont pas communaux mais communautaires. En page 20, une contradiction apparaît entre le synoptique qui prévoit ceci : «Prélavage avec récupération pour destruction» alors que page 22, il est dit que « les eaux de prélavage sont envoyées dans la station de traitement des effluents». Je vous remercie de préciser la destination des résidus du prélavage.

Page 104 il convient de noter qu'en diminuant les consommations d'eau, les flux en polluants n'en seront pas réduits comme cela est indiqué, mais identiques. En revanche, les concentrations augmenteront.

Page 123, pour l'organisation du traitement des eaux industrielles, je vous remercie de faire apparaître le cheminement des effluents liés au lavage extérieur des citernes.

Il n'est pas précisé si la piste de lavage extérieur sera couverte ou pas, Est-il possible d'avoir l'information? De même en ce qui concerne les bacs de décantation : seront-ils couverts ou non ?

Le DDAE prévoit plusieurs éléments qui ont déjà été réalisés à savoir:

- la mise en place des deux Bio box, de la mesure de débit, température et pH en septembre 2012,
- le raccordement des eaux usées de l'atelier au réseau interne en avril 2012,
- la mise en place d'un déboureur séparateur à hydrocarbures pour l'atelier en avril 2012.

Il reste cependant le préleveur automatique d'échantillon qui lui n'a pas encore été installé,

L'autorisation et la convention de rejet jointe au dossier ne sont plus valables depuis juillet 2012, une autre convention a été signée en mai 2013 et prévoit des concentrations maximales supérieures de par le caractère biodégradable des effluents.

Les flux ci-dessous ont été calculés en multipliant la concentration maximale par le débit maximal (attention la convention récemment signée prévoit un flux calculé d'après la concentration moyenne mais ce mode de calcul a depuis été révisé par les services de Reims Métropole et fera l'objet d'un avenant à la convention actuellement en cours).

Les débits autorisés pour le lavage des camions sont :

- Débit journalier maximum 180 m³/j
- Débit journalier moyen 100 m³/j

La composition des eaux usées issues de l'aire de lavage et rejetées au réseau public d'eaux usées devra répondre aux caractéristiques suivantes:

Matières en suspension (MES)

- Flux journalier maximum 216 kg/j
- Concentration journalière maximale 1.200 mg/l

Demande chimique en oxygène (DCO)

sur effluents non décantés

- Flux journalier maximum 900 kg/j
- Concentration journalière maximale 5.000 mg/l

Demande biochimique en oxygène à 5 jours (DB05)

sur effluents non décantés

- Flux journalier maximum 450 kg/j
- Concentration journalière maximale 2.500 mg/l

Rapport de biodégradabilité (DCO/ DB05) ≤ 3

Azote Global (NGL)

- Flux journalier maximum 10,8 kg/j
- Concentration journalière maximale 60 mg/l

Phosphore Total (PT)

- Flux journalier maximum 4,5 kg/j
- Concentration journalière maximale 25 mg/l

Hydrocarbures (HCT)

- Flux journalier maximum 0,9 kg/j
- Concentration journalière maximale 5 mg/l

Métaux totaux (Al + Cd + Cr + Cu + Fe + Ni + Pb + Sn + Zn) Flux journalier maximum 2,7 kg/j

Concentration journalière maximale 15 mg/l

Détails:

Aluminium Al 5 mg/l, Cadmium Cd 0,1 mg/l, Chrome hexavalent Cr6+ 0,1 mg/l, Chrome trivalent Cr3+ 2 mg/l, Cuivre Cu 0,5 mg/l, Fer Fe 5 mg/l, Nickel Ni 0,5 mg/l, Plomb Pb 0,5 mg/l, Etain Sn 2 mg/l, Zinc Zn 2 mg/l.

Analyses	Fréquence
Volume	Journalière
Débit	Continue
Température	Continue
pH	Continue
MES	Mensuelle
DCO	Hebdomadaire

DBO5	Hebdomadaire
Azote Global	Mensuelle
Phosphore total	Mensuelle
Hydrocarbures Totaux	Mensuelle
Aluminium + Fer	Mensuelle
Cuivre	Annuelle
Zinc	Annuelle

Le dossier de DAE ne fait pas apparaître clairement comment seraient recueillis les écoulements liés à un déversement accidentel de produits liquides. Il convient dès lors de préciser davantage ces éléments.

En ce qui concerne les nuisances olfactives, cette société est située dans la zone couverte par l'observatoire des odeurs mis en place par arrêté préfectoral pour l'extension de la plateforme de stockage des boues issues de la station d'épuration. Or, il apparaît que lorsque les vents sont d'origine sud-ouest, des odeurs de type « eaux usées » avec un caractère gênant sont renseignées sur le logiciel de l'observatoire par les panélistes de la commune de Saint Brice Courcelles habitant au nord-est de la société DURAND. Il pourrait donc s'agir d'odeurs consécutives à l'activité industrielle de cette société, Aussi, il convient d'approfondir les mesures de prévention des nuisances olfactives, mises en place à ce niveau.»

La société Transports DURAND a répondu aux remarques formulées par la Communauté d'agglomération « Reims Métropole » le 26 septembre 2013. Ces réponses, intégrées au rapport du commissaire enquêteur, sont détaillées ci-dessous.

«D'une manière générale, il convient de noter que les réseaux d'assainissement ainsi que la station d'épuration ne sont pas communaux mais communautaires. » Nous avons bien pris note de votre remarque.

« En page 20,une contradiction apparaît [...] Je vous remercie de préciser la destination des résidus du prélavage. ». Il ne s'agit pas d'une contradiction. Les résidus présents dans la citerne (avant prélavage) sont enlevés et destinés à la destruction. Le prélavage a ensuite lieu.

« Page 104, il convient de noter [...]. En revanche, les concentrations augmenteront». Nous avons bien pris note de votre remarque.

« Page 123, pour l'organisation du traitement des eaux industrielles, je vous remercie de faire apparaître le cheminement des effluents liés au lavage extérieur des citernes ». Le détail du cheminement des effluents est précisé en pages 72 et 122 du dossier de demande d'autorisation d'exploiter.

« Il n'est pas précisé si la piste de lavage extérieur sera couverte ou pas. [...]». La piste de lavage extérieur ne sera pas couverte. Cette information apparaît sur les plans joints aux dossiers en pages 11, 24 et 66. Les bacs de décantation ne sont également pas couverts.

« Le DDAE prévoit plusieurs éléments qui ont déjà été réalisés [...]. Il reste cependant le préleveur automatique d'échantillon qui lui n'a pas encore été installé. » Depuis l'installation des biobox, nous avons un système de prélèvements automatiques pour le débit, le pH et la température. A la lecture de la convention, concernant les fréquences et les types d'analyses à faire, nous avons préféré confier cette mission au laboratoire municipal pour des raisons de transparence et d'efficacité.

« L'autorisation et la convention de rejet jointe au dossier [...] » [différentes valeurs] : Nos effluents respecteront ces valeurs (flux et concentrations) qui nous sont imposées. Le programme de surveillance est mis en place depuis septembre 2012.

« Le dossier de DAE ne fait pas apparaître clairement comment seraient recueillis les écoulements liés à un déversement accidentel de produits liquides. » Ces informations sont précisées en pages 86 et 129 de notre dossier (absorbants). Des vannes de coupure, placées en aval des bassins sécurisent le site.

« En ce qui concerne les nuisances olfactives, cette société [...]. Il pourrait donc s'agir d'odeurs consécutives à l'activité industrielle de cette société [...]. Aussi, il convient d'approfondir les mesures de prévention des nuisances olfactives, mises en place à ce niveau». Les sources potentielles de nuisances olfactives font déjà l'objet d'un traitement particulier (stockage des boues en silo, contrôle du bon fonctionnement de la station...). Les nuisances olfactives faisant souvent suite à des dysfonctionnements, nous assurerons un suivi régulier de notre station et mettrons en œuvre des actions correctives sur les points critiques.

C – AVIS DES SERVICES ADMINISTRATIFS

1) Direction départementale des territoires

Par lettre en date du 21 juin 2013, le Directeur départemental des territoires formule les observations suivantes :

"S'agissant de l'aspect « eaux »

Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter montre que les modifications des installations et notamment la création d'une station de lavage de citernes, n'auront pas d'impacts sur la consommation en eau. Néanmoins, on peut observer une forte augmentation de la consommation en eau: 27 000 m³ en 2009, 37 400 m³ en 2011. Le dossier déclare une nouvelle augmentation de 30 %, soit au total une augmentation de 80 % entre 2009 et la fin des travaux d'aménagement envisagés. Cette augmentation n'est pas expliquée. Par ailleurs, il n'est pas prévu de système de recyclage d'eau.

S'agissant de l'aspect « nature »

L'analyse des impacts sur les milieux naturels pourrait être plus approfondie, notamment sur la présence de la rivière « la Vesle » à proximité du site ICPE.

S'agissant de l'aspect « urbanisme »

La commune de SAINT BRICE COURCELLES dispose d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU), approuvé le 26 juillet 1979, révisé le 5 juin 2008 et modifié le 28 mars 2011.

Le projet de la société DURAND est implanté en zone UXa1 du PLU de la commune. Cette zone est dédiée aux activités industrielles à condition qu'elles n'engendrent pas de risques de nuisances incompatibles avec le caractère de la zone.

Une demande de permis de construire a été déposée en mairie de Saint Brice Courcelles le 11 mai 2012. Cette demande a été enregistrée sous le numéro PC 051 474 12 JO003. L'arrêté de permis de construire a été notifié au bénéficiaire le 20 juillet 2011.

S'agissant de l'aspect « qualité de l'air » :

Concernant la qualité de l'air, il est à signaler que le projet est situé à proximité immédiate de la traversée urbaine de Reims (TUR), infrastructure ayant de forts impacts sur la qualité de l'air. Par ailleurs, l'essentiel de la charge du projet est dû aux trafics. Un plan particulier de protection (PPA) de l'atmosphère est en cours, de par la proximité du projet de la TUR, ce PPA aura peut-être des impacts sur l'exploitation du site.

S'agissant de l'aspect « sécurité routière et accès au site »

L'analyse des impacts sur la circulation routière et sur les flux d'accès pourrait être plus approfondie.

S'agissant de l'aspect « risques naturels et technologiques » :

Après examen du DDAE de la société Transports DURAND, les informations relatives aux risques naturels et technologiques sont:

- risque faible et moyen de retrait/gonflement des argiles;
- risque d'effondrement de cavités souterraines;
- risque industriel (Seveso Seuil Bas) ;
- risque TMD (routier).

CONCLUSION

Avis favorable. »

2) Agence régionale de santé

Par lettre en date du 3 juillet 2013, le Directeur de l'agence régionale de santé émet les remarques suivantes :

"L'étude est conforme au cadre général défini par le guide de l'INVS (INVS, 2000) et le guide méthodologique de l'INERIS (INERIS, 2003).

La méthodologie est organisée selon les quatre étapes de l'évaluation des risques sanitaires. Lors de la phase d'identification des dangers aucun agent polluant traceur de risque contribuant au risque sanitaire n'a été identifié. L'évaluation du risque sanitaire est stoppée au 1^{er} niveau d'approche. D'après ces informations, j'émet un **avis favorable.**"

3) Service départemental d'incendie et de secours

Par lettre en date du 13 juin 2013, le Directeur départemental des services d'incendie et de secours formule les observations suivantes :

1 - Desserte - Accessibilité (pour mémoire)

S'assurer du respect des dispositions suivantes pour la desserte des bâtiments par une voie utilisable par les engins de secours :

- Largeur : 3 mètres, bandes réservées au stationnement exclues,
- Force portante calculée pour un véhicule de 130 kN (dont 40 kN sur l'essieu avant et 90 kN sur l'essieu arrière, ceux-ci étant distants de 4,50 mètres),
- Rayon intérieur minimum: 11 mètres,
- Surlargeur $S = 15/R$ dans les virages de rayon inférieur à 50 mètres,
- Hauteur libre autorisant le passage d'un véhicule de 3,30 mètres de hauteur majorée d'une marge de sécurité de 0,20 mètres,
- Pente inférieure à 15 %.

2 - Défense incendie

Une visite sur site a permis de définir la défense incendie en accord avec l'exploitant, avec la mise en place de 980 m³ d'eau réparti comme suit:

1) Un poteau d'incendie existant (équivalent à 120m³) :

- S'assurer auprès de la société des eaux ayant en charge la gestion du réseau d'eau dédié à la défense incendie, ou de la mairie, que le poteau d'incendie tel que mentionné dans la notice de sécurité est capable de fournir un débit de 60 m³/h sous 1 bar de pression dynamique.

2) Une réserve existante de 500m³ contenant 200m³ d'eau :

- Porter la capacité de la réserve d'eau à 240 m³. Créer 2 points d'aspiration d'un accès facile et aménagé au plus près de la réserve incendie, en dehors des flux thermiques générés par le risque à défendre, afin de constituer une aire ou une plate-forme de stationnement dont la superficie sera telle que la manœuvre des engins et la manipulation du matériel puissent s'effectuer aisément. Cette superficie sera au minimum de 2 X 32 m² (8 mètres de longueur sur 4 mètres de largeur).
- Chaque piquage de DN100 devra être équipé d'un demi-raccord symétrique type "DSP" (1/2 raccord "sapeurs-pompier"), les tenons devant être positionnés parallèlement au plan de station des engins de lutte contre l'incendie.

3) Installation d'un réservoir souple d'incendie de 500 m³:

- Créer 4 points d'aspiration d'un accès facile et aménagé au plus près de la réserve incendie, en dehors des flux thermiques générés par le risque à défendre, afin de constituer une aire ou une plate-forme de stationnement dont la superficie sera telle que la manœuvre des engins et la manipulation du matériel puissent s'effectuer aisément. Cette superficie sera au minimum de 4 X 32 m² (8 mètres de longueur sur 4 mètres de largeur).
- La distance maximale entre l'aire de stationnement des engins d'incendie et chaque point d'aspiration ne doit pas excéder 6 mètres.
- Conférer un diamètre nominal de 100 mm à chacune des 4 colonnes fixes d'aspiration permettant l'alimentation des engins de lutte contre l'incendie. Chaque piquage devra être équipé d'un demi raccord symétrique type "DSP" (1/2 raccord "sapeurs-pompier"), les tenons devant être positionnés parallèlement au plan de station des engins de lutte contre l'incendie.

4) Aménagement du puits existant près de la station de lavage (équivalent escompté à 120 m³):

- Créer un point d'aspiration d'un accès facile et aménagé au plus près du puits afin de constituer une aire ou une plate-forme de stationnement dont la superficie sera telle que la manœuvre des engins et la manipulation du matériel puissent s'effectuer aisément. Cette superficie sera au minimum de 32 m² (8 mètres de longueur sur 4 mètres de largeur).
- La distance maximale entre l'aire de stationnement des engins d'incendie et le point d'aspiration ne doit pas excéder 6 mètres." La hauteur pratique d'aspiration ne devra pas dépasser 5 mètres au-dessous de l'axe de la pompe avec une immersion de la crépine au maximum à 0,80 mètre au-dessous du niveau le plus bas de la nappe phréatique.

Dispositions générales

- Chaque point d'aspiration doit être utilisable en tout temps, être accessible à tout moment et signalé par une pancarte inaltérable et visible.
- A l'achèvement des travaux, l'ensemble du dispositif de défense incendie devra être réceptionné et testé par le SDIS au cours d'une visite opérationnelle.

3 - Rétention des eaux d'extinction

Signaler les bassins de confinement et d'orage par une pancarte inaltérable comportant la mention « Rétention des eaux d'extinction - Capacité maxi : 1600 m³ et 200 m³ ».

AVIS:

L'étude de ce dossier vise exclusivement la desserte et la défense extérieure contre l'incendie.

Après examen de ce dossier, je formule un **avis favorable** à la réalisation du projet de permis de construire et un avis favorable à la demande d'autorisation d'exploiter pour lesquels je vous demande de prendre en compte les remarques formulées et de bien vouloir les porter à la connaissance du maître d'ouvrage."

4) Direction régionale des affaires culturelles

Par lettre en date du 6 mai 2013, le Directeur régional des affaires culturelles (service régional archéologie) formule les observations suivantes :

« Au regard des éléments de ce dossier, cette demande d'installations classées ne fera l'objet d'aucune prescription archéologique. Cet avis vaut pour le projet dans la configuration présentée. Si ce projet devait être modifié, en particulier en termes de superficie, il vous appartiendrait de consulter de nouveau mes services. »

Il convient de rappeler au pétitionnaire que toute découverte fortuite de vestiges pouvant intéresser l'archéologie doit être déclarée sans délai au maire de la commune conformément à l'article L531-14 du Code du patrimoine.

5) Institut national de l'origine et de la qualité

Par lettre en date du 12 juin 2013, le directeur de l'INOQ formule les observations suivantes :

« La commune de Saint Brice Courcelles est située dans l'aire géographique des AOC « Champagne » et « Coteaux Champenois ». Cette commune ne comporte pas d'aire délimitée parcellaire. Elle appartient également à l'aire de production de l'IGP « Volailles de la Champagne ». Le projet est éloigné de l'aire délimitée parcellaire des Appellations d'Origine Contrôlées « Champagne » et « Coteaux Champenois »

Après étude du dossier, je vous informe que l'**INAO n'a pas de remarque à formuler** sur ce projet, dans la mesure où celui-ci n'a pas d'incidence directe sur les AOC et IGP concernées. »

V – AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

V.1 – Analyse de l'inspection des installations classées

Le dossier s'inscrit dans le cadre d'une procédure de régularisation administrative des activités exercées sur le site. En effet, en 2010, l'inspection des installations classées a fait le constat de l'exploitation par la société Transports DURAND de plusieurs installations relevant du régime de l'autorisation préfectorale sans avoir l'autorisation requise.

Par l'arrêté préfectoral de mesures conservatoires du 23 novembre 2010, des travaux d'urgence ont été imposés aux transports DURAND afin de protéger la ressource en eau et les milieux aquatiques susceptibles d'être impactés par l'activité du site (suppression de piquage et pose de disconnecteur sur le réseau d'eau potable, mise en place d'un compteur volumétrique sur le forage, mise en place de séparateurs à hydrocarbures...). Cet arrêté imposait également, sous un délai déterminé, de faire procéder à une étude complète des réseaux d'assainissement du site (eaux domestiques, eaux industrielles et eaux pluviales) afin de remettre en place des dispositifs adaptés pour le traitement en quantité et en qualité des effluents avant rejet dans les collecteurs publics d'eaux usées et d'eaux pluviales et de réaliser les travaux associés selon un échéancier déterminé. Dans l'attente de la régularisation des activités, des valeurs concernant les rejets aqueux générés par les installations de lavage de citernes ont également été imposées.

Dans le cadre de ce dossier de régularisation administrative, l'inspection des installations classées s'est particulièrement attachée à encadrer les thématiques liées à la gestion des eaux générées par les activités exercées par les transports DURAND, enjeu principal de ce site.

Les résultats des études sur les réseaux d'assainissement du site et de caractérisation des rejets d'eaux industrielles

prescrites par l'arrêté conservatoire de novembre 2010, accompagnés de la liste des travaux identifiés pour atteindre la conformité réglementaire, ont été intégrés au dossier de demande de régularisation des activités du site, objet du présent rapport.

Les différents travaux identifiés dans le dossier de demande de régularisation liés principalement à l'imperméabilisation des aires de circulation et de stationnement et à la mise en place des différents dispositifs de traitement sur les eaux pluviales et les eaux industrielles sont aujourd'hui réalisés.

Le projet d'arrêté préfectoral joint en annexe encadre particulièrement :

- la gestion des eaux pluviales issues des voiries et des aires de stationnement de véhicules lourds du site qui transitent par des séparateurs d'hydrocarbures avant d'être rejetées dans le réseau communautaire,
- la gestion et le traitement des eaux usées avant leur rejet final dans le réseau communautaire qui aboutit à la station d'épuration de Reims Métropole, puis à la Vesle.

Ce projet d'arrêté préfectoral se substituera dès sa signature à l'arrêté de mesures conservatoires du 23 novembre 2010.

L'exploitant a signé une convention avec Reims Métropole. Il s'engage à respecter les valeurs limites d'admissibilité. Les valeurs limites d'admissibilité fixées par la convention de rejet de Reims Métropole, plus contraignantes que celles de l'article 34 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 "raccordement à une station d'épuration collective", sont prescrites dans le projet d'arrêté préfectoral. Ce projet impose également une auto-surveillance des rejets aqueux.

Sur cette thématique et en réponse à une remarque formulée en cours de procédure, la forte variation de la consommation d'eau constatée entre 2009 et 2012 (plus de 80 %) trouve son explication dans l'absence de compteur volumétrique sur le forage d'alimentation d'eau du site en 2009.

✓ RSDE

Le projet d'arrêté préfectoral impose à la société Transports DURAND des prescriptions additionnelles en ce qui concerne les analyses et le programme de surveillance de ses rejets d'eaux dans le cadre de l'action nationale sur la recherche des substances dangereuses dans l'eau (RSDE).

✓ Thématique « risques »

Sur la thématique risques, la société Transports DURAND a procédé au démantèlement d'une partie du bâtiment de stockage présent sur le site, celui-ci ne pouvant être régularisé en tant qu'entrepôt de stockage au titre de la législation sur les installations classées. La quantité de matières combustibles sur ce bâtiment est également limitée à 480 t, seuil inférieur au seuil de classement sous la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées.

✓ Recommandations émises par les services consultés

Les recommandations formulées sont reprises dans le projet d'arrêté préfectoral, en particulier celles du SDIS relatives à :

- la desserte et l'accessibilité du site,
- la défense incendie,
- la rétention des eaux d'extinction.

VI – CONCLUSION

Compte tenu de ce qui précède et sous réserve du respect des prescriptions édictées dans le projet d'arrêté ci-joint, nous proposons aux membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques d'émettre un avis favorable à la demande présentée par la société Transports DURAND.

Rédacteur	Valideur et Approbateur
L'inspecteur des installations classées	P/le directeur et par délégation le chef de l'unité territoriale Marne
signé	signé
Lorette JONVAL	Mathieu RIQUEART

